

"Au pas de charge vers Bruxelles" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (20 mars 1992)

Légende: Le 20 mars 1992, commentant la demande d'adhésion de la Finlande aux Communautés européennes, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung décrit l'attitude de la classe politique finlandaise à l'égard des instances communautaires.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Fack, Fritz Ullrich; Fest, Joachim; Jeske, Jürgen; Müller-Vogg, Hugo; Reißmüller, Johann Georg. 20.03.1992, Nr. 68. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Husarenschritt nach Brüssel", auteur:Thielbeer, Siegfried , p. 14.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/au_pas_de_charge_vers_bruzelles_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_20_mars_1992-fr-cea2e521-3406-42df-85df-719527ffc5a9.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

HELSINKI, le 19 mars

Pourquoi la Finlande souhaite-t-elle devenir membre de la CE et de la future Union européenne? Il a fallu que cette question soit répétée cinq fois pour que le Premier ministre Aho se rende compte qu'il lui fallait peut-être encore dire quelque chose d'essentiel, à savoir que la Finlande considérait qu'elle faisait partie de l'Europe et de la culture démocratique occidentale. Le fait que la Finlande veuille avoir voix au chapitre dans la CE est une autre raison importante. Cependant, les objections sont encore nombreuses. On remarque que les hommes politiques, à bout, sont les victimes des sempiternels débats des commissions et des intrigues des partis. Il s'agit toujours de manœuvres tactiques, car la résistance de la population et du parti du centre (dans ce camp agricole, on est en réalité contre l'adhésion à la CE) n'est plus si grande. Il est évident que l'on tremble pour l'existence du gouvernement. Sans la demande d'adhésion, la coalition actuelle aurait éclaté et les partisans formels de la CE, les conservateurs et les sociaux-démocrates de l'opposition, auraient formé un nouveau cabinet, en d'autres termes, la même coalition qu'avant le gouvernement Aho.

M. Väyrynen, le ministre des Affaires étrangères, auquel Aho a succédé au poste de président du parti du centre, dit souvent qu'il n'aime pas la CE; opinion partagée par le principal défenseur de la CE, son collègue du parti conservateur le ministre du Commerce extérieur Salolainen, qui, au Parlement, a récemment décrit Bruxelles comme un repaire pour les bureaucrates et les groupes de pression. M. Väyrynen, dont le cynisme peut parfois être rafraîchissant, déclare qu'il est en réalité contre l'adhésion. Mais, en discutant avec des hommes politiques européens, il a appris qu'il y avait peut-être encore une place pour la Finlande dans la Communauté européenne. M. Väyrynen se montre convaincu que si elle continue d'accueillir de nouveaux membres, la CE va devenir une «association plus souple».

Les députés de tous les partis reconnaissent franchement que, sans le déclin dramatique de l'Union soviétique, la Finlande n'aurait jamais osé se retourner vers la politique de la CE. La politique de sécurité a toujours été la priorité de la Finlande, la prise en compte des intérêts de Moscou conditionnant sa propre liberté. Cependant, Aho et Väyrynen ont affirmé que les événements survenus en Union soviétique n'avaient joué «aucun rôle» dans leur décision. Ils avaient déjà reconnu au début de l'année 1991 que les accords de l'AELE/CE sur l'Espace économique européen n'étaient qu'une solution de transition. Ils ont pris conscience que la CE avait connu un développement plus dynamique que prévu, et la Finlande n'a pas voulu rester à l'écart. Enfin, on a voulu se convaincre que l'on pourrait trouver des solutions aux questions vitales pour la Finlande dans les négociations avec la CE.

Cette reconnaissance tardive s'explique surtout par le fait qu'en Finlande, jusqu'à la chute de l'Union soviétique, personne n'osait seulement songer à la CE. L'idée de l'adhésion semblait sûrement trop aventureuse, et la participation à une union politique dont les contours se dessinent clairement est trop incompatible avec un pays à la neutralité précaire, en dépit du pacte d'assistance mutuelle signé avec Moscou, et qui n'a été reconnu officiellement par le Kremlin qu'en 1989. Mais ensuite, les hommes politiques finlandais ont été pris de la peur panique d'arriver trop tard. On expédia alors la demande d'adhésion dans une précipitation jamais vue jusqu'alors.

Il est possible qu'un début de réflexion se soit profilé à l'automne dernier après le putsch manqué à Moscou, mais les débats publics furent interrompus par le président Koivisto («bavardages absurdes»). La plupart des Finlandais, habitués à pratiquer une autocensure résignée pendant des décennies, ont obtempéré. En général, lorsque les hommes politiques parlaient de la CE, ils n'utilisaient que des formules qui laissaient sous-entendre qu'il s'agissait uniquement des négociations AELE/CE. Peu d'entre eux ont osé dire qu'il s'agissait «d'abord» de cela. Seuls les conservateurs ont parfois été clairs, mais ils se sont fait réprimander immédiatement par les commentateurs de la presse et par leurs collègues ministres. Le président Koivisto, qui est le seul à disposer de la compétence en politique extérieure, a préféré le silence mais a laissé planer certains doutes. Selon M. Koivisto, en cas d'échec des négociations avec l'AELE, la Finlande a d'autres

possibilités, par exemple un accord de libre-échange. Le président a évité le sujet lors de son discours du Nouvel An. Le gouvernement s'est référé à une étude en cours sur les avantages et les inconvénients d'une adhésion. Lorsqu'elle a enfin été présentée mi-janvier, le Premier ministre Aho n'en a tiré aucune conclusion. Ce n'est que le 7 février que Koivisto a déclaré que la nation devait se décider sur la question après des débats approfondis. Finalement, fin février, le gouvernement a annoncé qu'il était favorable à une demande d'adhésion. Les citoyens, alors appelés à des «débats approfondis», avaient deux semaines pour réfléchir avant que le Parlement ne prenne sa décision.

Les Suédois avaient pris huit mois avant de voter en décembre 1990 pour la demande d'adhésion à la CE. En mai 1990, l'ancien Premier ministre Carlsson avait formulé dans un article ses objections de manière si claire que seuls les Suédois ignorants auraient pu y voir une porte de sortie. En Suède, les débats reprennent également en ce moment et la mauvaise ambiance augmente considérablement dans tous les partis.

Les craintes qui s'élèvent en Finlande peuvent s'expliquer par le manque d'information, mais le gouvernement ne voulait pas nuire au sujet en le ressassant trop. Après quelques jours de débats internes, la direction du parti centriste agricole s'était tellement éloignée de la base qu'il n'y avait plus que 52 % des membres qui s'étaient exprimés contre l'adhésion à la CE dans un sondage interne. Pour le gouvernement, la majorité négative était suffisamment faible pour avoir recours à un mandat pour l'adhésion. On raconte aujourd'hui aux agriculteurs, qui craignent pour leur survie (les agriculteurs finlandais sont parmi les plus subventionnés d'Europe, avec les Norvégiens), que leur situation devrait même s'améliorer dans la CE. On a essayé de raisonner les sceptiques du camp centriste, où la majorité était contre la demande d'adhésion, en leur disant qu'on allait négocier avec Bruxelles. Trois ont retourné leur veste, ce qui a permis au Premier ministre d'avoir la majorité dans son camp.

Par son dossier de demande volumineux, le gouvernement a montré combien il était réservé concernant l'adhésion à la Communauté européenne. En posant une multitude de conditions, il pouvait prouver son engagement aux agriculteurs. Ce n'est pas que la véritable demande à Bruxelles soit longue: la demande du gouvernement est aussi concise que les autres. Mais il y a un pseudo-conflit tactique que le gouvernement peut utiliser pour dissimuler ses propres conflits. Cela a conduit à une mascarade absurde au Parlement lorsque la moitié du parti centriste au pouvoir a voté contre la Communauté européenne lors d'une demande concernant l'adhésion à la CE. Cela n'était pas grave car, dans la requête concernant le fond de l'affaire, les sociaux-démocrates de l'opposition ont voté pour la CE et ont assuré une large majorité. Mais ensuite, il a fallu, en relation avec la question de confiance, voter pour savoir si l'on était pour la demande à la CE du gouvernement ou pour celle des sociaux-démocrates. Les centristes se sont alors rangés à l'unanimité derrière leur gouvernement: les doutes de la moitié d'entre eux s'étaient déjà clairement exprimés dans les scrutins-alibis précédents.

M. Salolainen, le président du parti conservateur, plaisanta: «Nous comptons les oui et les non et les recensons tous comme pro-CE.» (Il a trouvé son bon mot si spirituel qu'il a déclaré à plusieurs reprises que s'il était journaliste, il l'utiliserait). Lors du vote final, ceux qui étaient à la fois contre la CE et le gouvernement, c'est-à-dire les communistes et les Verts, ne pouvaient manifester leur non que par l'abstention. C'est de la politique à la finlandaise, où la farce est achevée par le fait que le président peut de toute façon faire ce qu'il veut en matière de politique extérieure. Chez les Verts, seul parti à dire la vérité la plupart du temps, on s'est plaint du fait que le gouvernement cherchait à dissimuler sa politique derrière de nombreuses manœuvres et à tromper les citoyens avec sa politique des petits pas. Pourquoi parle-t-on encore de rester neutre, quand il est manifeste que l'on est bientôt prêt à balancer la neutralité par-dessus bord? Lors des débats de clôture devant le Parlement, M. Aho a tout de même dit que la demande d'adhésion finlandaise signifiait que la Finlande acceptait les décisions de Maastricht et l'ambition d'une Union européenne.

Le ministre des Affaires étrangères Väyrynen, connu pour la souplesse de ses accords avec Moscou, a été capable de ne pas reconnaître les manquements à la démocratie dans le processus de décision finlandais. Le rôle des hommes politiques, finalement, n'est pas de se montrer «populiste» mais d'imposer ce qu'ils ont reconnu comme sage. Même le Premier ministre Aho, membre du même parti, estime que la Finlande ne devrait pas adhérer à la CE pour l'amour de sa propre culture démocratique – car elle n'a pas besoin de la

CE pour être démocratique.